

Prise de position 2025/170

Défendre l'industrie automobile européenne : un appel à une action urgente et à une vision stratégique

Document adopté par le 33^e Comité exécutif d'industriAll Europe
Bruxelles, 27-28 novembre 2025

Alors que l'Union européenne s'apprête à dévoiler sa réglementation révisée sur les émissions de CO₂ et le paquet automobile 2025, le Comité exécutif d'industriAll Europe publie cette déclaration politique urgente au nom des millions de travailleurs dont les moyens de subsistance dépendent d'un secteur automobile fort, durable et socialement juste.

L'industrie automobile européenne est confrontée à une crise structurelle. La production est passée de 16 millions de véhicules en 2018 à seulement 11,4 millions en 2024. Les volumes d'exportation ont diminué de 13,2 % depuis 2019, et les immatriculations de voitures neuves ont baissé de 2,4 millions. Cet effondrement de la demande ne menace pas seulement la capacité industrielle, il menace directement les travailleurs dans la production et les services associés, les communautés et l'autonomie stratégique de l'Europe.

Nous demandons à l'Union européenne et à ses Etats membres d'agir de manière décisive. Une stratégie industrielle solide doit être au cœur du paquet automobile. Cette stratégie doit s'accompagner de mesures concrètes visant à stimuler la demande intérieure, notamment par des obligations de renouvellement de la flotte automobile des entreprises, de programmes de leasing social, de marchés publics et d'incitations fiscales équitables. Ces outils doivent avoir un double objectif : rétablir la demande et accélérer l'adoption de véhicules propres

La crise de l'accessibilité financière s'aggrave. Pour trop de travailleurs européens, l'achat d'une voiture neuve est devenu inaccessible. Cela est inacceptable. La transition vers une mobilité propre ne doit pas se faire au détriment de la justice sociale. Nous réclamons la production de véhicules propres et abordables en Europe, soutenue par des emplois de qualité et bien rémunérés qui garantissent que la mobilité reste accessible à tous.

L'Europe doit défendre sa souveraineté industrielle

Le contexte mondial évolue rapidement. Les tensions commerciales, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la surcapacité industrielle de la Chine redessinent le paysage concurrentiel. L'Europe doit réagir avec fermeté. Nous réclamons l'introduction d'exigences en matière de contenu local et d'instruments de défense commerciale afin de protéger les emplois et la capacité industrielle européens.

La déclaration de la Présidente de la Commission européenne selon laquelle « le futur de l'automobile – et l'automobile du futur – doivent être fabriqués en Europe » doit être plus qu'une simple rhétorique. Elle doit être inscrite dans une législation contraignante. L'Europe ne doit plus hésiter à adopter les politiques que d'autres grandes économies ont déjà mises en œuvre. Il est nécessaire de conditionner l'accès aux ressources publiques au maintien de l'emploi et à la protection des sites de production européens actuels, tout en décourageant les délocalisations à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Nous réclamons qu'une part importante de la production industrielle soit localisée en Europe, en utilisant autant que possible des composants et des chaînes d'approvisionnement européens.

Il s'agit d'une responsabilité partagée. Les constructeurs et équipementiers automobiles doivent s'engager à maintenir une base industrielle solide en Europe, en particulier lorsque des fonds publics sont impliqués.

Alors qu'il incombe aux constructeurs de proposer des véhicules qui correspondent aux besoins et aux budgets des consommateurs, les réglementations européennes doivent encourager la conception et la fabrication de véhicules en Europe.

Comme nous restons convaincus que les véhicules européens peuvent être compétitifs sur les marchés mondiaux, notre marché reste ouvert à de nouveaux concurrents et à ceux de longue date, à condition que cette concurrence se déroule dans des conditions équitables et inclue des exigences en matière de contenu local. Les chaînes d'approvisionnement stratégiques (batteries, semi-conducteurs, etc.) doivent être localisées en Europe.

La décarbonation doit être pragmatique et juste

Nous réaffirmons notre engagement envers le pacte vert pour l'Europe et ses objectifs climatiques. Cependant, la transition doit être gérée avec réalisme et équité. Les instruments qui guident cette transformation doivent être adaptés aux réalités du terrain. Si l'évaluation des normes en matière de CO₂ révèle des lacunes, telles qu'un approvisionnement insuffisant en batteries européennes, des infrastructures de recharge ou une capacité de réseau insuffisante, des mesures correctives urgentes sont nécessaires.

Des garanties d'emploi, des programmes de reconversion professionnelle, une mise en œuvre sûre des conventions collectives et des investissements concrets dans les usines européennes produisant des véhicules zéro émission sont essentiels.

Nous sommes ouverts à une flexibilité ciblée dans le cadre réglementaire, mais uniquement dans des conditions strictes. Elle doit être liée à des investissements concrets dans les usines européennes produisant des véhicules zéro émission. Elle ne doit pas compromettre les objectifs climatiques ni pénaliser les entreprises qui ont déjà investi dans la décarbonation.

La neutralité technologique doit servir la neutralité climatique

L'innovation doit être encouragée, mais pas au détriment de la clarté ou de la stabilité. Nous soutenons la neutralité technologique, à condition qu'elle ne dilue pas les objectifs climatiques ni ne retarde la transformation industrielle. Les hybrides rechargeables et les prolongateurs d'autonomie sont des technologies de transition importantes, qui contribuent à garantir une création de valeur et l'emploi tout en initiant les consommateurs frileux à l'électromobilité. Elles contribuent également à la réduction de CO₂ lorsqu'ils sont principalement utilisés en mode électrique. Cela doit être garanti via des cadres réglementaires robustes, des structures incitatives efficaces et des mesures politiques ciblées. Les carburants à faible teneur en carbone peuvent jouer un rôle limité – **notamment pour le parc existant** –

s'ils sont manifestement produits de manière durable, mais ils ne doivent pas être utilisés pour vendre de fausses promesses aux travailleurs.

Nous réclamons des investissements et une action collective

Le Comité exécutif d'industriAll Europe est unanime dans son appel en faveur d'une stratégie industrielle audacieuse et centrée sur les travailleurs. L'Europe doit agir dès maintenant pour défendre son industrie automobile, protéger ses travailleurs et mener la transition mondiale vers une mobilité propre. Le temps de l'hésitation est révolu. L'avenir du secteur automobile européen – et la dignité de ses travailleurs – dépendent du courage politique et de l'action collective.